

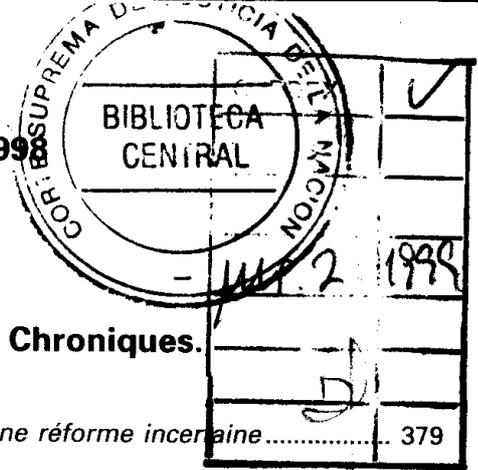
Revue critique de droit international privé

DIRECTEUR
Paul Lagarde

RÉDACTEUR EN CHEF
Bertrand Ancel

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
Horatia Muir Watt

DALLOZ



Bruno Oppetit (1936-1998), par Yves Lequette.

Première Partie. — **Doctrine et Chroniques.**

Paul LAGARDE. — *La loi du 16 mars 1998 sur la nationalité : une réforme incertaine*..... 379

Deuxième Partie **Bibliographie de jurisprudence.**

I. — NATIONALITÉ.

Corte Suprema

1° de Orden

II. — CONDITION DES ÉTRANGERS.

Ubicación

Entrée et séjour. — Visa. — Décision de refus. — Obligation de motivation. — Limitation à certaines catégories d'étrangers. — Principe d'égalité. — 2° Infractions à l'entrée ou au séjour. — Aide directe ou indirecte. — Personnes morales. — Responsabilité pénale. — Immunité de certaines associations. — Détermination par arrêté ministériel. — Principe de légalité. — Violation. — 2) *Réfugiés.* — Commission des recours. — Composition. — Représentant du Haut-Commissariat aux Nations-Unies pour les réfugiés. — Contrôle de constitutionnalité. — 1° Article 55 de la Constitution. — Irrecevabilité du grief. — 2° Exercice de fonctions juridictionnelles. — Souveraineté nationale. — Dérogation. — Mise en œuvre d'un engagement international. — Bonne administration de la justice. — Conseil constitutionnel, 5 mai 1998, p. 403.

Droits politiques. — Droit de vote. — Eligibilité. — Union européenne. — Elections municipales. — Conseil constitutionnel, 20 mai 1998, p. 407.

III. — CONFLITS DE LOIS.

Contrat. — Loi applicable. — Contrat d'assurances. — Art. L. 181-2 C. Ass. — Absence de choix de loi. — Liens les plus étroits. — Cour d'appel de Paris, 19 septembre 1997, note Sylvaine Poillot-Peruzzetto, p. 413.

Mariage. — Célébration à l'étranger. — Présence. — Vice de clandestinité. — Action en nullité. — Prescription d'un an. — Cour d'appel de Paris, 2 octobre 1997, note Pascal de Vareilles-Sommières, p. 424.

Adoption. — Enfant marocain. — Requête en adoption simple. — Représentant légal. — Consentement éclairé. — Loi personnelle prohibitive. — Contenu indifférent. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 16 décembre 1997, note Horatia Muir Watt, p. 433.

Convention de Berne du 9 septembre 1886. — Droit d'auteur. — Situation internationale (non). — Protection dans le pays d'origine. — Application du minimum conventionnel (non). — 2) *Droit d'auteur.* — Loi du 27 mars 1997. — Code de la propriété intellectuelle. — Article L. 122-5, 3°, D. — Exception du droit. — Domaine de l'exception. — Ventes publiques effectuées en France. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 10 février 1998, note Jean-Sylvestre Bergé, p. 438.

Succession. — Loi du 14 juillet 1819. — Droit de prélèvement. — Exercice dans la succession dont le Français a été exclu. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 24 février 1998, note H. Gaudemet-Tallon, p. 445.

IV. — CONFLITS DE JURIDICTIONS.

Litispendance. — Article 14 C. civ. — Compétence exclusive. — 2° Compétence française impérative. — Article R. 114-1C. Ass. — Rejet de l'exception. — 3° Compétence concurrente. — Tribunal étranger premier saisi. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 3 juin et 17 juin 1997 (3 arrêts), note Bertrand Ancel, p. 452.

Compétence. — Article 14 C. civ. — Demandeur de nationalité française. — Qualité de mandataire. — Mandant de nationalité étrangère. — Bénéfice du privilège de juridiction (non). — 2) *Expertise.* — Marché de travaux. — Exécution en Principauté de Monaco. — Défendeur ayant son siège dans ce même pays. — Compétence du juge français des référés (non). — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 7 avril 1998, note Horatia Muir Watt, p. 459.

V. — COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES.

Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968. — Article 1^{er}, al. 2. — Interprétation. — Notion de régimes matrimoniaux. — Notion d'obligation alimentaire. — Cour de justice des Communautés européennes, 27 février 1997, note Georges A.L. Droz, p. 466.

Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968. — Article 17. — Clause attributive de juridiction. — Article 47, nouv. c. proc. civ. — Application (non). — Cour d'appel de Grenoble (Ch. com.), 29 octobre 1997, note Hélène Gaudemet-Tallon, p. 476.

Troisième Partie. — Documentation.

I. — Traités nouveaux de la France (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

.....

II. — Lois, décrets et actes officiels français (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Étrangers. — *Entrée et séjour.* — *Droit d'asile.* — Loi du 11 mai 1998, p. 489. — *Union européenne.* — *Droit de vote.* — *Éligibilité.* — Loi organique du 25 mai 1998, p. 502.

III. — Communautés européennes.

.....

IV. — Informations diverses.

État civil. — *Certificats d'hérédité.* — *Délivrance.* — *Réfugiés politiques.* — Réponse du ministre, p. 508. — *Nationalité.* — *Certificats.* — *Délivrance.* — *Familles de personnes décédées.* — Réponse du ministre, p. 509.

Quatrième Partie. — Bibliographie.

I. — **Livres.** — Brüning (Sybille), *Die Beachtlichkeit des fremden ordre public* (Natalie Joubert), p. 511 — Jouannet (Emmanuelle), *Emer de Vattel et l'émergence doctrinale du droit international classique* (Horatia Muir Watt), p. 514 — Pingel-Lenuzza (Isabelle), *Les immunités des États en droit international* (Horatia Muir Watt), p. 516 — Revillard (Mariel), *Droit international privé et pratique notariale* (G.A.L.D.), p. 518.

II. — Revues. —

.....